

Lettre ouverte à l'homme politique congolais

■ Dr. Paulin MANWELO, S.J.

A l'heure où nous nous apprêtons à assumer les rênes de *Congo-Afrique* (CA), nous voulons, avant toute chose, nous acquitter d'un agréable devoir, celui de rendre un vibrant hommage à tous nos prédécesseurs, qui, par leurs talent et génie, ont porté haut l'étendard de CA par-delà les soubresauts et les vicissitudes de notre pays, en particulier, et de l'Afrique et du monde, en général. Depuis 1961, date de sa fondation, CA a paru mensuellement, de manière quasi ininterrompue. Une véritable gageure et une prouesse inédite dans un pays où tout semble être bâti sur l'aléatoire et l'éphémère ! Les noms de René Beeckmans, S.J., d'heureuse mémoire, Francis Kikassa Mwanalessa, *last but not least*, Ghislain Tshikendwa Matadi, S.J. et d'autres valeureux collaborateurs, resteront à jamais gravés dans les annales de CA tant tous ont donné de leur vie pour que CA soit réellement un organe d'expression pour une pensée et un agir moral, social, culturel, économique et politique susceptibles de bâtir un Congo et une Afrique dignes et prospères.

Comme déjà annoncé dans le n° 436, en 2011, CA célébrera ses 50 ans d'âge ; ce qui coïncide avec les 50 ans d'indépendance que notre pays fêtera bientôt en 2010. L'heure en sera aux manifestations diverses pour célébrer avec faste ces jubilé d'or, mais plus important, il faudra faire, sans complaisance aucune, une autopsie du chemin parcouru jusque-là en vue de poser, à nouveaux frais, des jalons à même d'assurer un avenir meilleur pour tous. En nous inscrivant d'ores et déjà dans la visée de cet exercice critique et prospectif à l'orée de ces années jubilaires, nous voulons inaugurer ici une série d'éditoriaux en nous adressant, le cœur battant, à l'homme et à la femme congolais au regard de la situation *très* grave et *très* pénible qui prévaut dans notre pays depuis belle lurette. Pour ce premier éditorial, nous choisissons de nous adresser, *en premier lieu*, à l'homme politique congolais. Les prochains éditoriaux seront respectivement consacrés aux deux groupes ci-après : le citoyen congolais et la communauté internationale.

La responsabilité de la crise qui nous frappe de plein fouet incombe à tous les secteurs de la vie nationale avec son corollaire de problèmes de dimension internationale. Il est donc important de s'adresser à tout le monde. Sans exception. Le choix de nous adresser, d'abord, à l'homme

■ Jésuite. Rédacteur en chef de *Congo-Afrique* et Collaborateur au CADICEC.
E-mail : manwelop@hotmail.com

politique congolais n'est pas fortuit. Il entend souligner la primauté du politique dans la reconstruction d'une nation après tant d'années de mésaventure politique, de conflits et de guerres et d'imbroglio social.

Précisons avant tout le sens des mots-clés : homme politique congolais. Il faut comprendre ce mot dans son sens restreint. Par homme politique congolais, nous entendons essentiellement toute personne exerçant une autorité publique au sein de deux pouvoirs traditionnels du politique, à savoir l'exécutif et le parlementaire. Nous voulons ainsi nous adresser, ici, à tous les membres du Gouvernement, tant nationaux que provinciaux, et à tous les membres du Parlement dans sa composition bicamérale représentée par l'Assemblée Nationale et le Sénat au niveau national et provincial. Ce sont toutes ces personnes qui, aujourd'hui, dirigent notre pays et de qui dépend, en premier lieu, l'impulsion nécessaire pour conduire le pays à des changements réels, efficaces et durables.

On ne le dira jamais assez : la République Démocratique du Congo est un grand pays aux ressources naturelles et humaines considérables. Cependant, le paradoxe, insolite et poignant, est que la RD Congo figure parmi les pays les plus pauvres de la planète. A vrai dire, ce qui choque davantage, ce n'est pas tellement cette classification au rang des pays pauvres de la planète, car celle-ci concerne la majorité des pays subsahariens; là où le bât blesse, c'est le fait que la RD Congo soit considérée aujourd'hui comme un « Failed State (*) » au même titre que la Somalie et le Zimbabwe, *mutatis mutandis*. Un « Failed State » n'est pas un Etat mort, géographiquement parlant. C'est plutôt un Etat « vivant », pour ainsi dire, et qui a tous les attributs d'un Etat moderne, gouvernement, parlement, pouvoir judiciaire, institutions sociales telles que écoles, hôpitaux, centres sociaux et institutions économiques, mais dont le fonctionnement est caractérisé par la gabegie, la corruption, l'insuffisance et/ou la désorganisation du transport public, l'insalubrité publique, la débrouillardise comme seul moyen de survie, l'irrationalité et l'improvisation dans l'agir des individus, la prédominance de l'informel dans les rapports sociaux et les échanges commerciaux, la dollarisation de la monnaie nationale, une bureaucratie éléphanterque, superflue et inefficace (**), la violence tant verbale que physique, le monnayage des titres scolaires et académiques, l'« impayement » chronique des fonctionnaires, etc. A telle enseigne que dans

(*) L'expression anglaise « Failed State » peut être traduite en français par « Etat failli ». I. William Zartman parle de « Collapsed States » que certains traduisent par « Effondrement ou Désintégration de l'Etat (africain) ». Mais, à notre avis, les traductions françaises proposées ici ne recèlent pas toute la portée sémantique de l'expression anglaise. Pour mettre en exergue la gravité de la situation, surtout dans le cas d'école de la RD Congo, nous proposons plutôt l'expression, « liquéfaction de l'Etat (congolais) ». Le mérite de cette expression réside dans le symbolisme de la dissolution du liquide qui se répand partout comme une gangrène que l'on ne peut maîtriser qu'en allant à la racine de la liquéfaction et non en s'attaquant uniquement à ses effets nocifs.

un tel Etat personne ne maîtrise personne et personne n'est responsable de personne.

Un « Failed State » est tout simplement un Etat nominal : il est dépourvu de crédibilité morale sur laquelle repose toute coopération sociale nationale et internationale, normale. Le pire d'un « Failed State » est le cas où s'installe une guerre civile entre factions rivales tel qu'en Somalie. Cependant, un Etat qui n'est pas nécessairement dans une situation de guerre civile prolongée, mais où la crédibilité morale dans les relations humaines s'estompe peut être pire qu'un Etat ravagé par une guerre civile.

Lorsqu'on considère la situation qui prévaut actuellement dans notre pays, force est de reconnaître que nous vivons dans un Etat qui peine à s'identifier aux Etats modernes dignes de ce nom. Le visiteur qui foule pour la première fois le sol congolais ou tout simplement un Congolais venant de l'étranger et qui rentre pour la énième fois au pays natal par l'aéroport de Ndjili est vite frappé (au triple sens de stupéfait, choqué et peiné) par le désordre, la magouille, l'irrationalité des comportements des individus se réclamant de plusieurs services n'existant qu'en RD Congo, l'insalubrité criante, la violence verbale et parfois physique de ceux qu'on appelle « bagagistes », bref, l'absence totale d'ordre et de discipline qui caractérisent les Etats modernes dans le monde, y compris dans beaucoup de pays africains, pourtant pauvres.

La pauvreté ne doit nullement être brandie comme un argument pour justifier le règne du désordre, du manque d'hygiène, de l'indiscipline et des comportements irrationnels que l'on observe ça et là dans le pays, surtout dans la ville de Kinshasa, la capitale de la RD Congo. L'on avance parfois aussi l'argument de la guerre qu'a connue et connaît encore notre pays à l'Est pour justifier le laisser-aller et l'anarchie qui semblent s'installer dans nos mentalités et manières d'agir. Et pourtant, ces moments de crise devraient être des occasions propices pour construire le pays sur des valeurs qui nous épargneraient d'autres conflits et guerres à l'avenir.

Il est donc temps que nous mettions un terme à ce spectacle désolant, honteux et déprimant que présente notre pays, bientôt un demi-siècle après son indépendance. Et dans cette tâche herculéenne, la responsabilité incombe, *en premier lieu*, à l'homme politique.

(**) Comme le souligne Obotela dans Afrique-Actualités, la RD Congo est classée 182^{ème} sur un total de 183 pays dans le domaine des affaires et investissements. La cause principale réside précisément dans les difficultés rencontrées par les investisseurs face à une bureaucratie lourde, inefficente, corrompue, éléphanterque à souhait et, par-dessus le marché, archaïque.

Nous n'avons nullement la prétention de donner ici des recettes à l'homme politique congolais. Nous voulons tout simplement en appeler à son sens de grandeur pour cultiver un leadership qui donne à ce pays un peu de dignité, d'honneur et de noblesse à la face des autres pays du continent et du monde. Qu'on se le dise : depuis de longues années déjà, la RD Congo n'a pas bonne presse; à commencer par ses hommes politiques dont la crédibilité morale dans les relations et autres transactions internationales pose question. Nous qui avons l'âge de l'indépendance en avons franchement marre de cette image d'un pays qualifié d'ingouvernable à cause de la méprise de ses hommes politiques qui ont condamné et continuent encore de nos jours à condamner des générations entières à l'errance et à une vie végétative. Nous avons les sentiment d'avoir été trahi par l'homme politique congolais.

Etre considéré comme un « Failed State » n'est pas un compliment. Loin s'en faut ! Lorsqu'on vient de soi-disant « petits » pays comme le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda, où, en dépit de la classification comme pays pauvres, et aussi en dépit des tragédies sociales et politiques diverses qu'ils ont connues, règnent l'ordre, la discipline et la crédibilité morale dans les rapports humains et autres engagements visant la construction du bien commun, on ne peut pas ne pas s'empêcher d'avoir honte en voyant un « grand Congo » où la logique de l'apparat, des thuriféraires et autres griots politiques l'emporte sur le vrai engagement politique à construire un pays crédible et prospère.

Les articles, publiés dans le présent numéro de CA, consacré principalement à l'agriculture et à l'élevage en RD Congo, le démontrent à suffisance : le développement de l'agriculture et de l'élevage dans notre pays ne se fera ni par la magie verbale, ni par de simples slogans tels que « agriculture, priorité des priorités » ; il sera plutôt le résultat d'une volonté politique qui, par exemple, attirerait « des investisseurs dans ce(s) secteur(s), (...) par des facilités douanières et fiscales ainsi qu'une politique de crédit (aux agriculteurs et propriétaires de grands élevages) (Isangu), ou une vision politique qui combattrait un déboisement irrationnel et désordonné de nos forêts et s'opposerait à une exploitation minière conduisant à «des expropriations foncières en cascade de nature à exacerber les conflits sociaux, à la suite des difficultés d'accès à la terre» (Mokonda).

L'excellente étude du Professeur Francis Lelo Nzuzi sur la «*Croissance urbaine et recul de la ceinture verte maraîchère à Kinshasa*» est encore plus incisive : «(L') absence de politique nationale en matière d'agriculture (urbaine)» constitue un des problèmes majeurs qui mine la vie sociale et économique des Congolais, en général, et celle des Kinois, en particulier. C'est dire que sans l'impulsion et le soutien *nécessaires* du politique, le développement de l'agriculture et de l'élevage en RD Congo sera voué sinon à l'échec, du moins à des pratiques rudimentaires et désuètes.

La priorité du politique se présente ainsi comme une des conditions *sine qua non* de la réussite du processus de la reconstruction de notre pays. Il est temps que s'élèvent, enfin, parmi nous, des hommes politiques capables de redorer le blason longtemps terni de notre cher et beau pays.

Dr. Paulin MANWELO, S.J.